

précise clairement qu'il n'est pas censé se lancer dans un débat, parce qu'aucun autre député ne peut intervenir. Le député pourrait-il dire à la Chambre ce que ces pétitionnaires réclament?

M. Karygiannis: Monsieur le Président, les pétitionnaires de ma circonscription demandent qu'on mette un terme aux pourparlers sur cet accord de libre-échange nord-américain, afin de redonner des emplois aux Canadiens.

LA JUSTICE

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, moi aussi j'ai l'honneur et le devoir de présenter à la Chambre une pétition jugée correcte par le greffier des pétitions.

Cette pétition renferme des signatures qui s'ajoutent aux quelque 200 000 déjà présentées à la Chambre des communes. Les pétitionnaires demandent au Parlement de reconnaître que les crimes de violence contre la personne sont graves et odieux aux yeux de la société et de modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi sur la réforme du cautionnement de 1972 et la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.

Mme Barbara Greene (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, ma première pétition ressemble à celles qui ont été déposées précédemment.

Elle demande au Parlement de reconnaître que les crimes de violence contre la personne sont graves et odieux aux yeux de la société et de modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi sur la réforme du cautionnement de 1972 et la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.

L'IMMIGRATION

Mme Barbara Greene (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, je voudrais présenter deux autres pétitions qui exhortent le ministre de l'Immigration à délivrer des permis ministériels aux conjoints et aux enfants à charge des personnes qui ont obtenu le statut de réfugié au sens de la convention, pour permettre la réunion des familles après examen de leur dossier au Canada.

LES PÊCHES

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer aujourd'hui une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de la circonscription de Cardigan, à l'Île-du-Prince-Édouard, qui vivent ou qui dépendent du secteur des pêches. Les pétitionnaires voudraient souligner que la cale du quai de Graham's Pond, à l'Île-du-Prince-Édouard, est en mauvais état. Puisqu'il incombe au gouvernement d'entretenir les installations publiques, les pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'exhorter le gouver-

nement à veiller à ce que toutes les réparations nécessaires soient faites à la cale du quai pour petites embarcations de Graham's Pond, à l'Île-du-Prince-Édouard.

LA JUSTICE

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, je prends la parole, comme mes collègues, pour présenter deux pétitions d'un certain nombre d'électeurs de ma circonscription qui sont consternés par les circonstances qui ont conduit à la mort de Nina de Villiers. Ils prient humblement le Parlement d'adopter une loi qui empêchera que de tels crimes se reproduisent.

On a dit souvent, ici, qu'il fallait des lois plus strictes, et nous espérons que la Chambre va se mettre à la tâche.

[Français]

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par les gens de la région de la Capitale nationale demandant au gouvernement de se pencher sur la question du coût du pétrole dans la région de la Capitale nationale.

Comme vous le savez très bien, après plusieurs études, on s'est aperçu que dans la région de la Capitale nationale, le prix de l'essence était excessivement élevé comparé à d'autres endroits au Canada.

Alors, monsieur le Président, j'aimerais bien voir le gouvernement se pencher sur cette question dans le but de la corriger.

[Traduction]

LA JUSTICE

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, je désire présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition d'habitants de la région de Toronto, qui déclarent que les carences de la justice pénale et du service correctionnel amplifient les risques pour la sécurité et même la vie du Canadien moyen. Ils demandent au gouvernement d'adopter des réformes au Code criminel et à la Loi sur la libération conditionnelle ainsi qu'aux lois sur les services correctionnels.

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plusieurs électeurs des villes d'Ottawa, Arnprior, Richmond, Nepean et d'autres villes de la vallée de l'Outaouais. Ils se plaignent que les prix de l'essence sont sensiblement plus élevés dans la région d'Ottawa qu'ils ne le sont dans le sud de l'Ontario.